

A propos du dialogue auquel appellent certains acteurs politiques

Le Premier ministre précise le cadre

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

Pour le chef du gouvernement, Julien Nkoghe Bekale, qui a accordé une interview exclusive à notre Rédaction (lire l'Union d'hier), tout dialogue ne pourra se tenir qu'au niveau des institutions appropriées. Citant, entre autres, le Conseil national de la Démocratie (CND). Ce qui n'est pas forcément de nature à convaincre ceux qui, nombreux, se sont prononcé en faveur d'un "dialogue véritablement inclusif".



Photo : BANDOMA

Pour le chef du gouvernement, les Gabonais n'ont pas besoin de grand-messe, comme lors du dialogue d'Angondjé, pour se parler.

DANS sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale, le Premier ministre avait reconnu que le temps était venu pour les Gabonais de se parler. S'engageant d'ailleurs à mettre en place des cadres de "dialogue permanent". Jusque-là, beaucoup se demandaient, quelle forme allait prendre un tel rendez-vous évoqué par Julien Nkoghe Bekale devant la Chambre des députés. Son président, Faustin Boukoubi, avait d'ailleurs également prôné le dialogue lors de la rentrée parlementaire. Depuis hier, les uns et les autres ont été fixés sur cette question.

Dans l'interview qu'il a accordée à notre Rédaction (lire l'Union de vendredi), le chef du gouvernement revient, en effet, sur ce dia-

logue tant prôné. Cette fois il précise le cadre dans lequel les échanges doivent avoir lieu. Tranchant ainsi avec les appels de certains acteurs politiques qui imaginaient plutôt une grande messe rassemblant, de manière inclusive, toutes les forces vives de la Nation... "Permettez-moi de lever une question : pour se parler ou réapprendre à se parler, les Gabonais ont-ils besoin d'une grand-messe ? Je ne le pense pas", a dit le Premier ministre qui a ajouté : "le Conseil national de la Démocratie est le cadre approprié pour le faire".

Le locataire de l'immeuble du 2-Décembre rappelle d'ailleurs que : "j'ai réaffirmé, le 26 février devant la Représentation nationale, les bonnes dispositions du

gouvernement à travailler en cohérence avec le pouvoir législatif (Parlement, ndlr), dans le respect des dispositions de notre Constitution. Au sein de l'Assemblée nationale même, la pluralité des profils politiques devra favoriser l'expression d'un débat démocratique ouvert et républicain".

Tout en indiquant avoir "participé récemment" à une session extraordinaire du CND qui précéda de quelques jours celle, ordinaire cette fois, du Conseil économique, social et environnemental, le chef du gouvernement a déclaré : "Tout ceci pour dire que les instances d'un dialogue permanent et dynamique existent désormais ; elles sont toutes en place sur les plans politique, législatif et social pour parler en leur sein du

Gabon. De ses atouts comme de ses difficultés, sans tabou mais dans un cadre institutionnel bien défini pour plus d'efficacité".

Et Julien Nkoghe Bekale de conclure : "C'est ce type de dialogue que le président de la République, chef de l'Etat SE Ali Bongo Ondimba m'a instruit de promouvoir et d'encourager, car il peut aider à résoudre nos problèmes au quotidien." Mieux : "Non pas celui de petits calculs politiques, de l'incantation, de l'invective, de la rue ou celui qui s'inscrit en dehors du cadre légal". Voilà qui se veut clair.

Une telle posture suscitera sans doute des réactions. Dans un sens comme dans l'autre. Parmi ceux qui devraient accueillir avec satisfaction l'option du Premier ministre, on verrait les



Photo : F. M. MOMBO / L'Union

Le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, lors de sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale.

membres des institutions. Surtout ceux du CND chez qui les propos du chef du gouvernement peuvent être considérés comme une réhabilitation de leur institution. Quand on sait qu'à l'occasion de la session extraordinaire à laquelle fait allusion le Premier ministre d'ailleurs, ils avaient montré aux yeux du monde que le CND était traité avec mépris et sans considération aucune par le gouvernement. Désormais ils peuvent espérer un renouveau de leur organe, au regard de l'importance du rôle qu'il pourrait jouer dans l'exercice du dialogue politique dans notre pays.

De l'autre côté, les acteurs politiques qui imaginent un dialogue inclusif dans un cadre plus élargi et consensuel, devraient être déçus

du choix du chef du gouvernement. Eux qui, comme Louis-Gaston Mayila et son groupe de dignitaires, parlent plutôt de "réconciliation nationale" qui implique tout le monde. Ou comme Guy Nzouba Ndama (Les Démocrates), Dieu-donné Minlama Mintogo (Observatoire national de la Démocratie) et bien d'autres, qui eux, prônent un "dialogue inclusif". Minlama Mintogo parlant même de "dialogue véritablement inclusif".

Tout compte fait, quels qu'en soient la forme et le cadre, une inconnue demeure à ce jour : quand et comment ce dialogue que le Premier ministre veut "permanent" sera-t-il lancé ? Si tant est que cela veuille se faire de manière solennelle.

Ministère de la Défense/Visite de la ministre d'Etat à Gros Bouquet

Rose Christiane Ossouka Raponda salue le professionnalisme des gendarmes



Photo : Prissilla Moussavou Mouity

Rose Christiane Ossouka Raponda, ministre de la Défense à son arrivée au camp de la Gendarmerie nationale à Gros-Bouquet.



Photo : Prissilla Moussavou Mouity

Des officiers de la gendarmerie lors de la visite du membre du gouvernement.



Photo : Prissilla Moussavou Mouity

Le ministre de la Défense visitant les logements en chantier des officiers supérieurs.

Prissilla.M.MOUIY

Libreville/Gabon

Selon elle, ces derniers font un travail remarquable en dépit des difficultés qu'ils rencontrent en termes de conditions de vie et de travail.

APRES les étapes de l'Hôpital d'Instruction des Armées Omar Bongo Ondimba et de l'hôpital militaire d'Akanda, Rose Christiane Ossouka Raponda, ministre d'Etat, ministre de la Défense nationale et de la Sécurité

du territoire, a visité hier, le camp de gendarmerie de Gros Bouquet. Toutes ces sorties initiées depuis sa nomination, le 30 janvier 2019, à la tête de ce département ministériel, s'inscrivent dans la droite ligne des visites de prises de contact que le membre du gouvernement est appelé à poursuivre au sein de l'ensemble des services sous tutelle.

Hier donc, la ministre de la Défense nationale s'est imprégnée des réalités des conditions de vie et de travail au camp de gendarmerie, notamment en visitant

les logements en chantier des officiers supérieurs. Aussi a-t-elle pris connaissance des défis et missions de la gendarmerie à travers un exposé.

L'un des moments forts de ce tour du propriétaire est l'adresse du ministre à l'endroit des gendarmes. Rose Christiane Ossouka Raponda a félicité le personnel de la gendarmerie pour son dévouement au service de la sécurité du pays, de la protection des biens et des personnes.

«Je mesure combien les gendarmes sont mus par un sens aigu de l'intérêt gé-

ral, par une remarquable volonté de servir. C'est pourquoi, a-t-elle déclaré, je tiens à vous exprimer ma fierté de travailler avec vous. Votre professionnalisme et votre dévouement me donnent confiance en l'avenir. Confiance en votre capacité à poursuivre la lutte contre les défis actuels que sont, entre autres, l'insécurité, le grand banditisme, l'immigration clandestine, les troubles à l'ordre public, etc.».

Le membre du gouvernement a dit cependant connaître les problèmes qui minent leur corpora-

tion, leur environnement de travail et même leurs conditions de vie. Dans ce cadre, elle a cité l'insuffisance des moyens roulants, l'insuffisance et la vétusté des logements et bâtiments administratifs, les structures vieillissantes au sein du complexe des écoles d'Owendo...

«Je n'ignore pas les fortes contraintes qui pèsent sur les activités des gendarmes. Je les mesure pleinement et salue votre engagement et les sacrifices que vous consentez. Je sais que des contraintes psychologiques pèsent sur la vie des familles

des gendarmes. Nous continuons d'y être attentifs et veillerons à toujours faciliter les conditions d'exécution du service, et poursuivre, dans toute la mesure du possible, l'amélioration de vos conditions de vie», a poursuivi Rose Christiane Ossouka Raponda, se voulant rassurante.

Demeurer au service de la nation était, en gros, le message véhiculé par le ministre de la Défense à l'endroit du personnel de la gendarmerie, félicité pour son professionnalisme.